

## Communication sur le progrès 2009

Dans la continuité des valeurs défendues par VINCI et en conformité avec sa politique en faveur du développement durable, VINCI a adhéré en avril 2003 aux principes du Pacte Mondial (Global Compact). Au-delà du respect strict de la législation, VINCI s'est engagé, sur la base d'une démarche volontaire à respecter les 10 principes du Global Compact, initiative de l'ONU, et à communiquer chaque année les initiatives prises.

En 2009, VINCI souhaite renouveler via son Président Yves-Thibault de Silguy et son Comité Exécutif son engagement aux principes du Pacte Mondial.

### Droits de l'homme :

#### *1. Soutenir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans sa sphère d'influence*

En 2008, année qui célèbre les 60 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme, M. Xavier Huillard, administrateur-directeur général de VINCI, a renouvelé formellement son engagement à respecter les droits de l'homme auprès des Nations-Unies en signant la déclaration publiée le 10 décembre 2008 par l'ONU dans le Financial Times.

#### *2. S'assurer que ses sociétés ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme*

Les sociétés de VINCI sont, par tradition et par culture, particulièrement respectueuses des droits de l'homme et suivent en cela les grands principes de la charte des Nations unies. La signature volontaire du Global Compact en est une illustration manifeste, notamment pour les interventions dans des pays où le risque de non-respect est important. En 2008, VINCI a réactualisé sa cartographie du risque social, principalement sur les points suivants : l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International ; le travail des enfants, à partir des indicateurs de l'Unesco ; le respect des droits de l'homme, à partir d'indicateurs comme le respect de la liberté d'expression, le droit d'association, d'éducation et de religion.

VINCI met par ailleurs l'accent sur le droit à la santé en poursuivant une politique active de prévention du sida dans les pays d'Afrique où le Groupe est présent.

### Normes du travail

#### *3. Faire respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit aux négociations collectives.*

La politique de dialogue social de VINCI traduit le respect de plusieurs principes fondateurs : l'attachement à la reconnaissance du fait syndical au sein du Groupe, la décentralisation, la recherche d'un équilibre permanent entre l'engagement syndical et le maintien d'un lien étroit avec l'activité professionnelle, la volonté de faciliter la communication et la tenue de réunions pour les représentants des organisations syndicales et des instances représentatives du personnel, la volonté de développer l'information et la formation des représentants du personnel et des représentants syndicaux en les associant à la mise en œuvre des grandes actions menées par le Groupe (santé, sécurité au travail, développement durable, mixité professionnelle, politique handicap, etc.).

Localement, les comités d'entreprise (CE), délégations uniques du personnel (DUP) et délégués du personnel (DP) contribuent, avec les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), à la qualité du dialogue social.

Par ailleurs, en complément des instances représentatives relevant des entreprises, certaines instances spécifiques ont été créées. Les échanges au sein de ces différentes instances sont relayés, au niveau national, par le comité de Groupe et, à l'échelle européenne, par le comité d'Entreprise européen. Le comité de Groupe est constitué de représentants issus de plus de 50 entités et se réunit au minimum deux fois par an. Il reçoit des informations sur l'activité, la situation financière, l'évolution et les prévisions de l'emploi ainsi que les actions de prévention concernant le Groupe et ses entreprises. Tenu informé des perspectives économiques de VINCI pour l'année à venir, il dispose des comptes et du bilan consolidé du Groupe ainsi que des rapports des commissaires aux comptes correspondants.

Il est informé, avant toute décision, des projets d'importance significative concernant le périmètre, les structures juridiques ou financières du Groupe – et de leurs éventuelles conséquences sur l'emploi. Le comité d'Entreprise européen, renouvelé en 2006 pour quatre ans, est constitué de représentants issus de 13 pays dans lesquels le Groupe est implanté : France, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, République

tchèque, Allemagne, Espagne, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Slovaquie et Portugal. Il se réunit une fois par an.

Toutes les sociétés du Groupe respectent les législations en vigueur dans tous les pays où elles interviennent. Les dirigeants opérationnels, notamment dans les pays où le risque de non-respect peut exister, sont épaulés par les réseaux de responsables des ressources humaines, qui leur proposent les solutions locales les mieux en adéquation avec les contextes territoriaux et les exigences de VINCI en matière de respect des libertés syndicales. L'activité du Groupe s'exerçant à 90 % en Europe, le comité d'Entreprise européen est le principal garant de l'expression de la liberté syndicale des salariés.

Les accords collectifs négociés et signés au sein des entreprises qui composent le Groupe sont la traduction concrète d'une politique de ressources humaines décentralisée, prenant en compte la réalité du terrain et visant à améliorer les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ainsi que l'organisation du temps de travail.

**En 2008, 1 475 accords collectifs ont été conclu dont :**

- 603 concernant les rémunérations,
- 145 concernant la protection sociale
- 39 concernant les droits syndicaux
- 34 concernant l'aménagement et l'organisation du temps de travail
- 41 concernant la formation
- 75 concernant la gestion prévisionnelle des emplois
- 45 concernant la diversité et l'égalité des chances
- 19 concernant les retraites
- 232 concernant la prévention/sécurité
- 121 concernant d'autres sujets

*4. Eliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire*

*5. Assurer l'abolition effective du travail des enfants*

*6. Eliminer la discrimination dans le travail et les professions*

En accord avec l'engagement du directeur général dans le Manifeste publié en 2006, VINCI a fait réaliser pour la deuxième année consécutive, en 2008, un audit par Vigeo Group, un organisme indépendant, sur sa politique de diversité et d'égalité des chances. Cet audit a concerné 40 filiales, dont 25 % hors France, et s'est attaché à établir une cartographie des performances sur les politiques, sur le déploiement et sur les résultats selon quatre thématiques : femmes, personnes handicapées, personnes issues de l'immigration et seniors. Concernant l'égalité professionnelle, les résultats 2008 sont identiques à ceux de 2007 (la note globale est de 2/4) et une amélioration des pratiques est constatée. Pour le suivi des audits réalisés, un corps d'auditeurs interne a été identifié et formé. Conformément aux engagements du Groupe, les résultats seront publiés et communiqués à l'ensemble des salariés en 2009. En 2008, l'audit diversité a porté sur 40 nouvelles filiales, implantées dans 12 pays : France, Suisse, Pologne, Allemagne, Espagne, Angleterre, Grèce, République tchèque, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Slovaquie. 786 personnes ont été interviewées, dont 12 % des instances représentatives du personnel et des organisations syndicales..

**Résultats :**

Egalité hommes/femmes 2/4 (amorcé)

Le recrutement des femmes sur les chantiers dans les métiers d'exécution est une réalité dans 7 entreprises du panel. La féminisation des métiers de la viabilité dans les sociétés d'autoroutes est entamée et celle de l'encadrement se poursuit. Mais des efforts sont encore à faire quant à l'accès des femmes aux postes de direction et à la conciliation entre vie privée et vie professionnelle.

Personnes handicapées 2/4 (amorcé)

Certaines filiales de VINCI avoisinent ou dépassent le taux d'emploi de 6% de personnes handicapées. Des initiatives remarquables ont été mises en œuvre comme la création de l'association, « Trajéo'h », par le Club Pivot Rhône-Alpes afin d'optimiser les reclassements et l'embauche des personnes handicapées dans la région.

VINCI doit poursuivre ses efforts d'embauches dans ses entreprises internationales, développer la sensibilisation de ses opérationnels ayant encore une vision stéréotypée du handicap et avoir une meilleure anticipation des reclassements et adéquation des postes.

#### Personnes issues de l'immigration 2/4 (amorcé)

La structuration de processus RH (entretien d'évaluation, etc.) et les actions de formation au niveau ouvrier favorisent l'évolution professionnelle des personnes issues de l'immigration. L'encadrement diversifié existe dans un certain nombre d'entreprises.

Cependant, dans l'ensemble, la diversité des origines des effectifs décroche dès les premiers niveaux de management et peu d'entreprises ont analysé les facteurs des discriminations directes ou indirectes dans la gestion de carrière.

D'autres axes d'amélioration concernent notamment l'adaptation du Manifeste aux contextes des différents pays européens mais aussi la maîtrise du français et le renforcement des capacités managériales à gérer la diversité des équipes et à traiter les litiges.

#### Seniors 3/4 (probat)

C'est pour la catégorie senior que VINCI atteint la meilleure performance. Celle-ci est due notamment aux pratiques généralisées au sein du Groupe en matière de valorisation de l'expérience (tutorat, maîtres bâtisseurs, etc.), de solidarité des équipes pour le partage des tâches et de réduction de la pénibilité des postes.

Vient s'ajouter l'amélioration du reporting social par tranche d'âge, qui permet un suivi plus précis de cette population.

Les points de progrès doivent se porter sur la mise en place d'une gestion spécifique de la deuxième partie de carrière (identification de postes de fin de carrière, bilan de compétences, entretien spécifique, aménagement du temps de travail, etc.), ainsi que sur la promotion de la santé au travail, au-delà des actions sécurité.

|                                   | 2007            |               | 2008          |   |
|-----------------------------------|-----------------|---------------|---------------|---|
| Femmes                            | 2               | ↗             | 2             | ↗ |
| Personnes handicapées             | 2+              | ↗             | 2+            | ↗ |
| Personnes issues de l'immigration | 2+              | →             | 2+            | ↗ |
| Seniors                           | 3               | →             | 3             | ↗ |
| <b>Echelle de notation</b>        |                 |               |               |   |
| <b>1</b>                          | <b>2</b>        | <b>3</b>      | <b>4</b>      |   |
| <b>A risque</b>                   | <b>Débutant</b> | <b>Probat</b> | <b>Avancé</b> |   |

La troisième campagne d'audits est actuellement menée au sein de 40 nouvelles entreprises de VINCI.

Innovation en 2009 : ces audits sont réalisés par des auditeurs internes, collaborateurs actifs et retraités du Groupe formés et suivis par Vigeo à cet effet.

Résultats attendus pour début 2010.

#### **Protection de l'environnement**

La mise en oeuvre de la politique environnementale repose sur des engagements de la direction du Groupe, sur la responsabilisation de chaque acteur opérationnel dans les entreprises et sur un dialogue permanent avec les parties prenantes. En 2008, l'ensemble des cadres dirigeants s'est vu présenter la feuille de route environnementale du Groupe avec les indicateurs environnementaux communs. Le comité Développement durable anime le réseau des correspondants « environnement » et organise des groupes de travail techniques associant des experts de chaque pôle d'activité.

Les formations, en 2008, ont mis l'accent sur les performances énergétiques, la prise en compte des risques environnementaux et les applications du développement durable dans les métiers de VINCI. En plus des formations conventionnées dont le nombre a plus que doublé en un an, les collaborateurs de VINCI sont régulièrement sensibilisés en interne sur les impacts de leur métier sur l'environnement ainsi que sur les moyens de les réduire (quarts d'heure environnement sur les chantiers, informations sur les changements climatiques, etc.).

## Formations et sensibilisations à l'environnement

|                    | Nombre d'heures conventionnées au titre de la formation | Autres actions : sensibilisations en interne |
|--------------------|---|--|
|                    | 2008  | 2007   |
| VINCI Concessions  | 1 554   | 1 058  |
| Contracting        | 42 036  | 19 824                                       |
| VINCI Energies     | 3 824   | 1 153  |
| Eurovia            | 15 902  | 11 222                                       |
| VINCI Construction | 22 910  | 7 449  |
| Holdings et divers | 0   | 0  |
| <b>Total</b>       | <b>43 590</b>   | <b>20 882</b>                                |

L'année 2008 a été marquée par le renforcement du socle d'indicateurs environnementaux communs à l'ensemble des sociétés et par une plus grande fiabilisation des remontées d'informations pour les nouvelles filiales. Le reporting environnemental annuel VINCI s'appuie désormais sur un outil informatique unique et identique à celui utilisé pour le reporting financier et social. Le reporting environnemental de VINCI est établi à partir des guides méthodologiques réactualisés et des procédures accessibles sur l'Intranet du Groupe. Conformément au plan de déploiement établi en 2003, le périmètre de reporting est étendu chaque année avec l'entrée de nouvelles filiales : Solétanche-Bachy, Entrepouse Contracting, Nuvia, Eurovia Délégation internationale en 2008 et avec l'extension à l'international (CFE, VINCI PLC). La mise en œuvre de ce reporting mobilise plus de 250 personnes à l'échelle du Groupe.

En 2008, les indicateurs environnementaux ont fait l'objet d'une double vérification externe par les commissaires aux comptes.

### 7. Soutenir une approche préventive des défis environnementaux

Les entreprises de VINCI agissent pour préserver les ressources naturelles en intégrant cet objectif dès la conception des ouvrages puis en rationalisant les process de production et en encourageant l'utilisation de matériaux de substitution et le recyclage. Les travaux routiers sont l'activité la plus concernée ; la raréfaction des gisements de matériaux dans certaines régions et la volonté de réduire les transports orientent les travaux routiers vers des techniques économes en granulats.

#### La protection de la ressource en eau

Compte tenu de la diversité des activités, des territoires d'intervention et de la variabilité des travaux, les besoins en eau sont d'une grande variété (eau industrielle, nettoyage, arrosage des pistes, etc.). L'enjeu principal est de maîtriser les eaux de rejet, particulièrement à l'international. Avec de très nombreuses actions spécifiques mises en place par les filiales pour réduire la consommation d'eau (comme le recyclage de l'eau sur chantier), les consommations réelles évoluent principalement avec le niveau de production.

#### Consommation d'eau en 2008

|                             | m³ d'eau achetée | Périmètre   |
|-----------------------------|------------------|---|
| VINCI Concessions           | 1 124 899        | ASF, Cofiroute, Escota, Stade de France, VINCI Park   |
| ☑ VINCI Autoroutes (France) | 1 014 059        | ASF, Cofiroute, Escota  |
| VINCI Concessions, autres   | 110 840          | Stade de France, VINCI Park   |
| Contracting                 |                  |   |
| ☑ VINCI Energies            | 154 243          | Toutes les entreprises de VINCI Energies  |
| Eurovia                     | Non disponible   |   |
| VINCI Construction          | 3 648 767        | 81 % de l'activité de VINCI Construction, incluant totalement ou partiellement VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, Entrepouse Contracting, Solétanche Bachy, CFE, Freyssinet, VINCI PLC (sites fixes) |
| Holdings et divers          | 1 670            | VINCI Immobilier  |

Plus particulièrement, en 2008, 70 % du linéaire d'autoroutes est équipé de dispositifs de protection de la ressource en eau. Eurovia a poursuivi en 2008 son programme de limitation des rejets dans l'eau :

- 85 % des stations de carburant disposent d'aires de distribution et de dépotage étanches, les eaux récupérées étant acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures (78 % en 2007) ;
- 71 % des aires de stationnement « poids lourds et engins de chantier » sont étanches (70 % en 2007) ;
- 90 % des aires de stationnement « véhicules légers/véhicules utilitaires » sont étanches (89 % en 2007) ;

- 58 % des aires étanches disposant d'un système de collecte des eaux sont raccordées à un séparateur d'hydrocarbures entretenu (55 % en 2007).

#### La protection de la biodiversité

Les sociétés de VINCI déploient de manière opérationnelle et décentralisée leurs politiques de protection de la biodiversité, et les adaptent à leurs activités et territoires d'interventions. Elles s'engagent à avoir une plus grande connaissance de la diversité pour agir en amont (études d'impacts, démarches de prévention...) et à limiter les risques de fragilisation des milieux – faune et flore, terrestres comme maritimes.

Chez VINCI Autoroutes France, le réseau en service compte plus de 529 passages animaux sauvages (478 en 2007), 8 405 km de linéaire de clôtures faune (8194 en 2007) et représente une surface totale de 17 294 ha de patrimoine vert (17 148 en 2007)

Chez VINCI Park, 41% des sites utilisent désormais des produits de nettoyage biologique (34% en 2007)

En 2008, VINCI a augmenté son niveau de maîtrise des risques Biodiversité en structurant la démarche au niveau central, Des sous-groupes de travail ont été constitués : veille réglementaire, compensation, monétarisation, « trames vertes, trames bleues ». La concertation et le partage d'informations se sont également structurés par la participation à certaines instances de concertation (Entreprises pour l'Environnement, Fondation Recherche pour la Biodiversité, ...).

#### La gestion et la traçabilité des déchets

La politique générale sur les déchets tient en trois points précis : limiter les déchets à la source, trier les déchets et en assurer la traçabilité ultime, enfin les valoriser pour en faire des ressources. Cette politique s'intègre dans la stratégie d'éco-conception des produits. En 2008, le coût de gestion des déchets chez VINCI s'élève à environ 72 millions d'euros.

Les sociétés de VINCI Autoroutes France ont mis en place le tri sélectif depuis 2003 dans tous les services. Elles appliquent ce même système à leurs entreprises prestataires. Tous les déchets sont triés et dirigés vers les filières externes de valorisation et le traitement est systématiquement tracé. Elles s'intéressent à l'intégration de produits de recyclage de revêtement de chaussées dans la fabrication de revêtements futurs, qui garderont toutes les performances techniques et de durabilité de la chaussée.

#### Répartition des déchets - ASF, Escota, Cofiroute

| En tonnes   | 2008   |
|---|--------|
| ☐ Déchets de type ordures ménagères   | 8 399  |
| Emballages triés sur les aires  | 101    |
| Verre trié sur les aires  | 5      |
| Déchets non dangereux triés et collectés, ordures ménagères incluses (clients + exploitation) | 11 234 |
| Déchets dangereux triés et collectés (clients + exploitation)                                 | 112    |
| Aires équipées pour le tri (en %)   | 14     |

Pour sa part, avec ses 135 unités de recyclage et plus de 8 millions tonnes de matières recyclées, Eurovia demeure le leader européen du recyclage sur ces produits.

#### Recyclage et valorisation chez Eurovia

|  | 2008      | 2008        | 2007      |
|--|-----------|-------------|-----------|
|  | Total     | dont France | France    |
| Pourcentage d'enrobés fabriqués avec réintroduction d'agrégats d'enrobés                               | 6,2       | 3,9         | 3,5       |
| Pourcentage de la production de matériaux recyclés par rapport à la production totale de granulats     | 12        | 14          | 14        |
| Recyclage de déblais de chantier (croûtes d'enrobés, fraisats, bétons de démolition, etc.) - en tonnes | 5 136 000 | 3 898 000   | 3 854 000 |
| Nombre de plates-formes de recyclage de déblais de chantier  | 130       | 90          | 89        |

Pour ce qui est de l'activité construction, l'utilisation de matériaux recyclés est fortement encouragée. 47 % des projets de VINCI Construction Grands Projets utilisent des matériaux recyclés issus de chantiers, et 21 % utilisent des matériaux extérieurs recyclés.

#### 8. Entreprendre des initiatives pour promouvoir une responsabilité environnementale plus grande

##### Quantification des émissions de gaz à effet de serre

Après avoir réalisé sa première quantification des émissions de CO2 en 2007, VINCI a renouvelé en 2008 la quantification de ses propres émissions de gaz à effet de serre – selon la norme ISO 14064, adaptée à la nature de ses activités et à sa couverture internationale. Conformément aux engagements du Groupe, le

bilan CO<sub>2</sub> 2008 a été établi sur un périmètre mondial, l'ensemble des sociétés s'étant doté des outils de quantification appropriés et de réseaux de personnes qualifiées.

## Émissions de CO<sub>2</sub> activité de VINCI, ISO Scope 2 en 2008

|                    | Tonnes équ. CO <sub>2</sub> |
|--------------------|-----------------------------|
| VINCI Concessions  | 56 063                      |
| Contracting        | 2 829 629                   |
| VINCI Energies     | 113 643                     |
| Eurovia            | 1 260 988                   |
| VINCI Construction | 1 454 998                   |
| Holdings et divers | 148                         |
| <b>Total</b>       | <b>2 885 840</b>            |

Plusieurs sociétés, notamment autoroutières, ont réalisé leur bilan Carbone sur un périmètre plus vaste (Scope 3, intégrant les émissions indirectes et celles générées par les clients). Les différents résultats ont fait l'objet d'analyses critiques et de choix d'optimisation des ressources pour limiter les émissions. Des sessions de formation dédiées ont permis aux collaborateurs d'échanger sur leurs retours d'expériences.

## Émissions de CO<sub>2</sub> des sociétés concessionnaires d'autoroutes en France

|   | 2008       | 2007       | 2008/2007<br>Évolution |
|---|------------|------------|------------------------|
| Émissions propres (tonnes équ. CO <sub>2</sub> )                    | 38 513     | 39 671     | (3 %)                  |
| Émissions des clients de l'autoroute (tonnes équ. CO <sub>2</sub> ) | 13 335 661 | 13 622 284 | (2 %)                  |

Ces initiatives de quantification des émissions de gaz à effet de serre, associées aux actions entreprises pour les limiter ont été favorablement appréciées par les investisseurs. VINCI a confirmé en 2008 sa place de leader en stratégie climat en obtenant la note la plus élevée du groupe « construction et travaux publics » au Carbon Disclosure Project (CDP). Réalisé pour le compte de 385 investisseurs auprès des entreprises du SFB 120 (les 120 premières capitalisations boursières françaises), le CDP évalue la réactivité des grandes entreprises face aux enjeux du changement climatique.

## L'éco-conception dans l'activité de VINCI

### La vision VINCI de l'éco-conception

La conviction de VINCI est qu'il est possible de concilier économie et développement durable grâce au recours systématique à l'éco-conception. VINCI travaille avec l'ensemble des acteurs de ses secteurs d'activités pour concevoir des ouvrages à tous les stades de leur cycle de vie : conception, réalisation, exploitation, maintenance, réhabilitation, déconstruction, démolition. Cette approche de long terme concerne en particulier les projets que VINCI réalise dans le cadre de concessions ou de partenariats publics-privés (PPP) sur des durées de plusieurs décennies. Les sociétés de VINCI revendiquent une approche des ouvrages par leur cycle de vie et par le développement d'outils d'éco-comparaison opposables permettant de mesurer les performances environnementales réelles.

### Vers un contrat de confiance VINCI

L'éco-conception constitue un pas important pour contribuer à la production d'un cadre bâti plus respectueux de l'environnement en introduisant un même référentiel de dialogue entre les différentes parties prenantes. Cette démarche d'engagement de VINCI envers l'éco-conception sera prochainement concrétisée par la mise en oeuvre d'un label d'éco-conception. Il s'agit, grâce au savoir-faire propre aussi bien technique qu'organisationnel de l'entreprise, de pouvoir offrir aux donneurs d'ordre une réelle garantie



sur le niveau des performances environnementales qu'ils attendent des bâtiments construits par VINCI Construction France. Le point fort de ce label est de garantir un « pack » de performances au client. Cet engagement sur un fonctionnement économe en ressources énergétiques et peu émetteur de CO2 matérialise la volonté des entités de VINCI Construction France de créer un partenariat sur le long terme avec les clients.

#### *9. Encourager l'essor et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement*

VINCI crée la Chaire "Eco-conception des ensembles bâtis et des infrastructures"

VINCI met l'éco-conception au cœur de sa stratégie R&D. En association avec trois écoles du réseau ParisTech – Mines ParisTech, École des ponts et chaussées, Agro ParisTech – VINCI a signé, le 4 novembre 2008, la première chaire sur l'éco-conception des ensembles bâtis et infrastructures, pour une durée de cinq ans. Cette collaboration a pour vocation de faire avancer la science notamment en créant des outils de mesure opposables (labels, outils d'éco-évaluation...) et en les mettant à la disposition des acteurs de la ville (concepteurs, constructeurs et utilisateurs). En s'intégrant au cursus des élèves ingénieurs, et candidats au mastère et doctorants des trois écoles, elle contribuera à la formation de nombreux étudiants et au développement d'un noyau de chercheurs spécialistes, aussi bien du côté du réseau ParisTech que de VINCI. Les sujets de recherche de la Chaire se concentrent autour de trois grands axes : l'évaluation de la qualité environnementale des bâtiments et des quartiers (les éco-quartiers, la réhabilitation), la gestion des transports et l'évaluation de leurs impacts environnementaux (les analyses de cycles de vie des infrastructures, la biodiversité) et la régulation des usages des ensembles bâtis et des transports.

#### La démarche éco-quartier de VINCI

VINCI est un réseau d'entreprises sans équivalent dans l'aménagement du territoire : infrastructures de transport, bâtiments public et privés, parkings, aménagements urbains, immobiliers, réseaux de communication et d'énergie ... L'activité de VINCI représente 2500 entreprises assurant un partage et une mise en commun des savoir-faire. C'est à la confluence de ces expertises que VINCI peut proposer des solutions éprouvées, sur-mesure et innovantes pour la réalisation et la gestion d'éco-quartiers. Dès l'origine du projet, VINCI inclut son expertise dans la rédaction des cahiers des charges et s'engage sur des objectifs mesurables. Avec la systématisation de l'éco-construction, VINCI vise à développer des projets économiquement réalistes, commercialisables et accessibles à un large public. Enfin, le challenge sera de gérer l'éco-quartier, en tenant les objectifs environnementaux sur la durée par un suivi régulier des performances (limitation des consommations, réduction des émissions de CO2...) en participant à l'éco-gestion du quartier, et en associant les utilisateurs dans un comportement vertueux.

### **Lutte anti-corruption**

#### *10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin*

#### Évaluation du contrôle interne

En 2008, préalablement au lancement de l'enquête sur l'appréciation de la qualité du contrôle interne dans le Groupe, les questionnaires ont été revus par un comité d'experts des pôles et du holding à la lumière des résultats de l'enquête 2007. L'enquête annuelle a ensuite porté sur 261 entités (dont 37 à l'international) représentant près de 60 % de l'activité consolidée du Groupe. Le questionnaire comportait 130 questions pour les entités opérationnelles (211 entités interrogées) et 73 questions pour les holdings (7 entités consultées). L'analyse des réponses a été effectuée par la direction de l'Audit interne du holding suivant les axes géographique, métiers, taille des entités et processus. Une synthèse a fait l'objet d'une présentation au comité des Comptes.

De plus, et pour assurer une conformité complète avec les recommandations de l'AMF, un questionnaire spécifique a été adressé au président du Conseil d'administration pour les sujets relevant uniquement de sa fonction.

#### Systèmes d'information

Par ailleurs, un diagnostic des systèmes d'information liés à la production de l'information financière et comptable a été lancé fin 2007 sur 17 pôles ou sous-pôles du Groupe établis en France, dans la continuité des travaux menés en 2006, avec l'appui de spécialistes extérieurs. Cette mission, pilotée par la direction de l'Audit interne du holding et la direction Informatique du holding, a débouché sur une série de rapports d'audit diffusés aux entités concernées en juillet 2008. Une synthèse de l'évaluation et des

recommandations a été présentée au comité des Comptes. Faisant suite à ces recommandations, des plans d'action ont été établis par les entités concernées au cours de l'été 2008. La campagne d'évaluation des systèmes d'information pour les filiales basées hors de France métropolitaine a été lancée fin 2008 en adaptant le questionnaire déjà utilisé en 2006.

Chez VINCI Construction, les fonctions de contrôle de gestion et d'audit interne sont exercées principalement par les différents sous-pôles, compte tenu de sa taille et de la diversité de ses métiers. Le holding du pôle construction dispose d'équipes réduites et a pour missions : de définir les règles communes, dérivées de celles du Groupe mais adaptées aux spécificités des métiers ; de suivre les programmes relatifs au contrôle interne (y compris la mise en place de nouveaux outils informatiques ou de nouvelles procédures) établis par les sous-pôles, de s'assurer de leur cohérence et de leur avancement, et, enfin, de déclencher des audits de sa propre initiative ou sur suggestion du holding Groupe. Les sous-pôles du pôle construction sont : VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, VINCI Construction Filiales Internationales, Freyssinet, Solétanche Bachy, Entrepose Contracting, VINCI PLC (Royaume-Uni), CFE (Belgique). Chez VINCI Construction France, le remplacement des systèmes de gestion financière et comptable lancé en 2006 s'est poursuivi en 2008, afin d'aboutir à la mise en oeuvre d'un outil unique qui améliorera le contrôle interne. En parallèle, 4 missions d'audit interne concernant l'application des procédures ont été réalisées en 2008 dans les directions déléguées suivantes : Bateg, Provence-Languedoc-Roussillon, Travaux nautiques- Environnement et Normandie-Centre.

En 2008, Freyssinet a poursuivi la rédaction de son manuel de contrôle interne, l'approche et le contenu de ce document devant cependant être redéfinis dans le cadre de la fusion Solétanche-Freyssinet. Par ailleurs, 12 missions d'audits ont été menées, en majorité à l'international (8 audits financiers et 4 audits juridiques).

Pour Solétanche Bachy, qui a intégré le Groupe en 2007, les principales actions engagées concernent la poursuite de l'adoption des règles du Groupe (comptes, reporting) ainsi que le déploiement des règles et procédures de revue des offres sensibles sur les filiales françaises et étrangères avec la nomination de responsables locaux rattachés fonctionnellement au siège. En 2008, 5 missions d'audit des systèmes et procédures ont été menées. VINCI PLC (Royaume-Uni) a mis à jour le manuel des politiques et procédures destiné aux cadres dirigeants (VINCI PLC Directors' and Senior Executives' Policies and Procedures Manual). Les sociétés nouvellement acquises (Taylor Woodrow Construction, Gordon Durham et Stradform) ont entrepris l'harmonisation de leurs systèmes avec ceux de VINCI PLC. Le projet de refonte lancé en 2007 de son système de gestion et de contrôle interne, conduit par une équipe pluridisciplinaire (Finance Leadership Team), a été poursuivi en 2008, en particulier dans les domaines du reporting et des achats, contribuant ainsi à améliorer la culture du contrôle interne dans l'ensemble des fonctions de l'entreprise et l'efficacité de celui-ci.

VINCI Construction Grands Projets a mené 31 missions de contrôle sur ses chantiers en privilégiant les projets en phase de démarrage et les projets présentant des aléas de réalisation plus importants. À chaque fois, la revue a porté sur les aspects comptabilité, budget, trésorerie ainsi que sur les aléas. En complément à ces missions internes, 3 audits ont été menés conjointement avec les commissaires aux comptes. VINCI Construction Filiales Internationales a procédé à la création d'un service d'audit interne qui a piloté la mise en place d'un système de management structurant (Probox) au sein de la division Europe. Trois piliers constituent ce système : un manuel des règles de base devant être appliquées dans toutes les filiales (les Rules), un outil commun de suivi de chantier (Pégase) et des fiches standards de matérialisation du contrôle budgétaire par chantier. En 2008, 64 missions de contrôle ont été menées sur les divisions Afrique, DOM-TOM et Europe. De plus, 4 missions d'audit des systèmes d'information ont été conduites en Europe de l'Est avec l'assistance de consultants spécialisés. Entrepose Contracting, en tant que société cotée, établit son propre rapport sur le contrôle interne. De plus, le recrutement d'un responsable de l'audit interne a été lancé fin 2008.

De son côté, VINCI Energies a poursuivi les actions entamées lors des exercices précédents ; ainsi, une campagne d'auto-évaluation centrée sur les processus sous-traitance et trésorerie a été réalisée sur tous les centres de profit en activité, soit 748. Par ailleurs, un questionnaire complet d'auto-évaluation (350 questions) a été rempli par les nouvelles entreprises ou celles intégrant un nouveau dirigeant (79 en tout). En outre, en 2008, 97 centres de profit ont fait l'objet d'une revue de contrôle interne. En 2008, Eurovia a procédé à une refonte de son système de management groupe unifiant ainsi l'ensemble des entités en France et à l'international avec une mise en ligne de ce système sur l'intranet début 2009. Le déploiement des méthodes et outils de gestion (Kheops, Ermes) s'est étendu au Canada, à la Slovaquie, à la Pologne, à la Lituanie et à la Roumanie. Ceux-ci couvrent désormais l'ensemble de l'activité en France et l'essentiel de l'activité internationale, permettant ainsi une plus forte homogénéité du traitement des données comptables, financières et de gestion, et une transparence plus grande, ce qui rend encore plus aisée leur



analyse et permet un contrôle plus simple et systématique. L'établissement d'une cartographie des risques s'est étendu à l'ensemble des services de la direction Financière, ce qui a renforcé la sensibilité des acteurs au contrôle interne. Le service d'audit interne du pôle a réalisé 30 missions en 2008 comprenant :

- 15 audits d'agences ou filiales opérationnelles en France ;
- 11 audits d'agences ou filiales opérationnelles à l'étranger ;
- 1 audit de services fonctionnels (centre de services partagés en France) ;
- 3 audits d'acquisition.

VINCI Concessions, qui a connu en 2008 une croissance exceptionnelle du nombre de sociétés gérées, s'est donc attaché à mettre en place pour ces nouvelles filiales l'organisation (délégations de pouvoir et déclinaison des directives générales de l'administrateur-directeur général) ainsi que les procédures de contrôle interne dont, en particulier, le reporting. Pour les activités de développement, un système de contrôle de gestion rénové a été mis en place. La mise en oeuvre du contrôle interne reste du ressort des sociétés du pôle, ainsi, ASF, Escota et VINCI Park disposent de leurs propres structures dédiées au contrôle interne. En 2008, une centaine de missions ont été réalisées chez VINCI Park afin de s'assurer du respect des procédures d'exploitation de ses parkings. Cofiroute a renforcé la sécurité sur les règlements par cartes bancaires. 2 audits ont été réalisés portant d'une part sur les sous-concessionnaires (un tiers des enseignes) et d'autre part sur le suivi de la certification ISO 9001/2000. ASF a mis en place un responsable de la sécurité du système d'information en charge de l'analyse des risques informatiques avec en particulier, l'établissement d'une cartographie et la mise en oeuvre d'un plan d'actions de sécurisation. Une démarche qualité, inspirée des processus Itil (Information Technology Infrastructure Library) est appliquée à tous les processus fonctionnels et opérationnels de la direction de l'Ingénierie et des Systèmes d'information. Des missions d'audit qualité ont également été menées sur le processus achats. Escota a initié fin 2007 une démarche de maîtrise des risques qui a abouti courant 2008 à l'établissement d'une cartographie des risques majeurs. Les groupes de travail en charge des différents thèmes ont proposé, fin 2008, les plans d'action pour la maîtrise de ces risques. En outre, un poste de responsable des engagements a été créé au sein de la direction Financière et Juridique afin de contrôler la conformité des procédures internes à la réglementation en vigueur en matière de marchés et d'achats en général. Les missions réalisées en 2008 dans les différentes sociétés n'ont pas révélé d'anomalies mettant en cause le niveau de contrôle interne des entités auditées.

VINCI Immobilier a poursuivi en 2008 le renforcement de son contrôle interne selon deux axes : procédures et nouveau système informatique. Le logiciel « métier » couvrant l'intégralité de la chaîne de production et de la gestion financière des opérations déployé en 2007 a été étendu au suivi de l'ensemble des opérations de promotion en cours, mettant en oeuvre systématiquement les procédures associées et donnant ainsi tout son sens au caractère structurant du logiciel en terme de processus, tant pour les comptables que pour les opérationnels. Par ailleurs, les procédures propres aux services comptables et du contrôle de gestion ont été finalisées comme prévu lors de la réorganisation des services comptables et financiers lancée en 2007. Les comités d'engagement internes, propres à VINCI Immobilier, ont été renforcés. En particulier, il a été demandé systématiquement à l'occasion de ces comités internes, de présenter des analyses et des études commerciales et juridiques plus approfondies compte tenu de la volatilité des marchés. Les comités internes ont été également plus sélectifs quant aux autorisations données compte tenu de la dégradation des marchés.

#### Travaux à effectuer en 2009 et au-delà :

Les différents pôles de VINCI sont conscients des enjeux du contrôle interne et se dotent des moyens nécessaires pour y faire face. En 2009, parmi les axes prioritaires d'améliorations identifiés par l'ensemble des pôles figurent :

- l'établissement d'une cartographie des risques majeurs selon le guide méthodologique élaboré par le holding ;
- la mise en oeuvre des plans d'actions faisant suite aux recommandations des audits ou revues des systèmes d'information en 2008 ;
- la poursuite de la formalisation des règles de contrôle interne dans les pôles ou leurs principales entités afin de disposer de référentiels complets, adaptés aux divers métiers ;
- la poursuite du déploiement des outils de gestion communs aux pôles, et notamment dans les filiales étrangères ;
- l'intégration des entités acquises en 2008, c'est-à-dire le déploiement des procédures et moyens communs au Groupe et à ceux du pôle, afin que la culture du contrôle interne du Groupe et ses outils et pratiques y soient diffusés et mis en oeuvre rapidement ;
- l'évaluation du contrôle interne, notamment par sondage, au cours de missions d'audit interne spécifiques effectuées par des contrôleurs de gestion ou des auditeurs internes dédiés.

VINCI s'efforce de continuer à améliorer l'organisation du contrôle interne au sein du Groupe, tout en maintenant des structures de commandement légères, tant au niveau du holding qu'à celui des pôles. Les objectifs suivants seront poursuivis :

- s'assurer de la bonne application des règles et procédures du Groupe ;
- suivre l'évolution de l'environnement réglementaire ;
- maintenir une gestion efficace des principaux risques ;
- garantir une information financière de qualité.